

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 mars 2013

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à réaffirmer le principe d'égalité
entre les femmes et les hommes et
la nécessité de poursuivre
sa mise en œuvre au sein
des pays de l'Union européenne**

(déposée par
Mme Christiane Vienne et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 maart 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over het beginsel van de gendergelijkheid,
teneinde het opnieuw te bevestigen en de
noodzaak te beklemtonen er uitvoering
aan te blijven geven in de landen van
de Europese Unie**

(ingediend door
mevrouw Christiane Vienne c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail : publications@lachambre.be		e-mail : publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

“Si on considère qu’en période de croissance la question de l’égalité entre les femmes et les hommes et les politiques publiques qui accompagnent sa réalisation sont assez rarement la priorité des responsables politiques, qu’attendre dans ce domaine en période de crise, voire de récession, même “modérée”?”¹. Voilà ce que soulignait très justement la Fondation européenne d’études progressistes en juin 2012.

Même s’il a souvent été mentionné que les femmes avaient été moins touchées au début de la crise économique de par leur plus grande présence dans le secteur non-marchand, elles ont ensuite, elles aussi, payé le prix fort. Alors que l’Union européenne avait, par exemple, connu une croissance importante du taux d’emploi des femmes entre 2000 et 2008, la crise économique a porté un coup d’arrêt brutal à cette progression.

Car il s’agit d’une réalité: les femmes qui demeurent plus vulnérables sont particulièrement touchées par cette crise économique et financière qui “renforce les inégalités et les discriminations préexistantes et leur exposition à la précarité et à la pauvreté”². Les mesures d’austérité diffèrent d’un pays à l’autre mais se multiplient dans toute l’Europe: suppression d’emplois, gel des salaires, augmentation de la TVA, diminution des prestations sociales, diminution des structures d’accueil pour enfants, etc. Leurs répercussions sur les femmes ne doivent pas être négligées. Au contraire, elles doivent pouvoir être évaluées et corrigées si nécessaire.

Au niveau européen, la stratégie pour l’égalité entre les femmes et les hommes établit le programme de travail de la Commission européenne en matière d’égalité entre les sexes pour la période 2010-2015. Parmi les priorités se trouvent notamment l’égalité de l’indépendance économique pour les femmes et pour les hommes, l’égalité de rémunération pour un travail d’une valeur égale, l’égalité dans la prise de décision ainsi que la dignité, l’intégrité et la fin des violences fondées sur le genre.

¹ Ghislaine TOUTAIN, “L’égalité entre les femmes et les hommes. Ne pas renoncer, malgré la crise”, Fondation européenne d’études progressistes, juin 2012, p. 3.

² *Idem*, p. 4.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De *Fondation européenne d’études progressistes* heeft in juni 2012 terecht het volgende bevestigd: “Si on considère qu’en période de croissance la question de l’égalité entre les femmes et les hommes et les politiques publiques qui accompagnent sa réalisation sont assez rarement la priorité des responsables politiques, qu’attendre dans ce domaine en période de crise, voire de récession, même “modérée”?”¹.

Er is vaak op gewezen dat de vrouwen bij het begin van de economische crisis minder zwaar werden getroffen omdat meer vrouwen dan mannen in de non-profitsector aan de slag zijn, maar naderhand hebben ook zij het zwaar te verduren gekregen. Zo is de arbeidsdeelname van de vrouwen in de Europese Unie tussen 2000 en 2008 fors toegenomen, maar de economische crisis heeft op brutale wijze een einde gemaakt aan die vooruitgang.

Men kan er niet omheen: vrouwen blijven kwetsbaarder en worden daarom zeer hard getroffen door deze economische en financiële crisis die, zoals de *Fondation européenne d’études progressistes* heeft aangestipt, de ongelijkheden en de vooraf bestaande discriminaties versterkt en die de vrouwen meer blootstelt aan bestaansonzekerheid en armoede². De besparingsmaatregelen verschillen van land tot land maar worden almaar talrijker in heel Europa: schrappen van banen, bevrozing van de lonen, verhoging van de btw, verlaging van de sociale uitkeringen, afbouw van de opvangstructuren voor kinderen enzovoort. De weerslag van die maatregelen op de vrouwen mag niet over het hoofd worden gezien. Vandaar dat ze moeten worden geëvalueerd en, zo nodig, bijgestuurd.

Op Europees vlak heeft de strategie voor gelijkheid tussen vrouwen en mannen vorm gekregen via het werkprogramma van de Europese Commissie inzake gendergelijkheid voor de periode 2010-2015. Tot de prioriteiten behoren onder andere gelijke economische zelfstandigheid voor vrouwen en mannen, gelijke beloning voor werk van gelijke waarde, gelijkheid inzake besluitvorming, alsook waardigheid, integriteit en stopzetting van alle gendergeweld.

¹ Ghislaine TOUTAIN, *L’égalité entre les femmes et les hommes. Ne pas renoncer, malgré la crise*, Fondation européenne d’études progressistes, juni 2012, blz. 3.

² *Idem*, blz. 4.

En effet, les disparités entre les sexes, notamment sur le marché du travail, demeurent au sein de l'Union européenne. En 2010, le taux d'emploi des hommes s'élevait à 70,1 % alors qu'il n'était que de 58,2 % chez les femmes. 31,9 % des femmes occupées travaillaient à temps partiel alors que les hommes n'étaient que 8,7 % dans cette situation. L'écart moyen des rémunérations horaires entre les femmes et les hommes était encore d'environ 16 %. Par ailleurs, alors que près de 60 % des titulaires d'un diplôme universitaire sont des femmes, elles ne représentent que 33 % des scientifiques et des ingénieurs de l'Union européenne. Il en va de même de leur présence en politique: selon la Fondation Robert Schuman, les femmes ne représenteraient en moyenne qu'environ 26 % de la composition des parlements nationaux et des gouvernements avec des disparités notables entre États membres.

Au vu de ces quelques chiffres, il est évidemment crucial que les travaux menés dans le cadre de l'égalité entre les femmes et les hommes touchent particulièrement la sphère professionnelle. Cependant, il est indispensable de demeurer attentif au principe de l'égalité hommes-femmes dans son acception la plus large en prenant en compte ses diverses dimensions. En effet, de réelles discriminations, que certains pensaient révolues, subsistent et la crise vient nous le rappeler.

Cette crise économique a en effet des effets négatifs pour les femmes tant sur le marché du travail que dans la vie privée. Ainsi, selon un rapport de la députée européenne Eva-Britt Svensson, 20 à 25 % des femmes en Europe auraient été victimes d'actes de violences au moins une fois pendant leur vie d'adulte. Par ailleurs, les femmes seraient 22 % à être confrontées à un risque de pauvreté contre 16 % pour les hommes.

Alors, même si le principe d'égalité entre les femmes et les hommes est consacré depuis 1957 dans le Traité de Rome et sans cesse réaffirmé depuis lors, les obstacles à sa mise en œuvre persistent et les disparités entre États membres demeurent importantes. Cela concerne tant le marché de l'emploi que la santé reproductive, la protection de la maternité ou encore la conciliation vie privée-vie professionnelle.

Une véritable émulation entre les États membres devrait se créer afin que ce principe fondateur d'égalité puisse être concrètement appliqué par tous. Dans ce sens, l'introduction de "la clause de l'Européenne la plus favorisée" devrait être largement soutenue. Cette clause, proposée par Gisèle Halimi et son association "la cause

Met name op de arbeidsmarkt blijft de genderongelijkheid in de Europese Unie immers bestaan. In 2010 bedroeg de arbeidsparticipatie van mannen 70,1 %, terwijl die bij de vrouwen maar 58,2 % bedroeg. Van de vrouwen met een baan werkte 31,9 % deeltijds, terwijl slechts 8,7 % van de werkende mannen zich in die situatie bevond. Het gemiddelde verschil in uurloon tussen mannen en vrouwen bedroeg nog altijd ongeveer 16 %. Bijna 60 % van de houders van een universitair diploma zijn vrouwen, maar zij vertegenwoordigen slechts 33 % van de wetenschappers en ingenieurs in de Europese Unie. Hetzelfde geldt voor hun aanwezigheid in de politiek: volgens de *Fondation Robert Schuman* zouden de vrouwen slechts ongeveer 26 % van de nationale parlementen en regeringen uitmaken, met aanzienlijke verschillen tussen de lidstaten.

In het licht van die enkele cijfers is het uiteraard van essentieel belang dat de initiatieven voor méér gendergelijkheid specifiek focussen op de professionele wereld. Het is niettemin onontbeerlijk waakzaam te blijven voor het beginsel van man-vrouwgelijkheid in de ruimste zin van het woord, door de verschillende dimensies ervan in acht te nemen. Echte discriminatie, die sommigen voorbij waanden, blijft bestaan en de crisis herinnert ons eraan.

Die economische crisis heeft voor de vrouw immers negatieve effecten, zowel op de arbeidsmarkt als in het privéleven. Zo blijkt uit een rapport van europarlementslid Eva-Britt Svensson dat 20 tot 25 % van de vrouwen in Europa ten minste één keer tijdens hun volwassen leven het slachtoffer zouden zijn geweest van geweld. Bovendien zou 22 % van de vrouwen met het armoederisico worden geconfronteerd, tegenover 16 % van de mannen.

Dus zelfs al is het beginsel van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen sinds 1957 in het Verdrag van Rome vastgelegd en sindsdien voortdurend herbevestigd, toch blijven er obstakels bestaan die de uitvoering ervan belemmeren; tevens blijven de verschillen tussen de lidstaten aanzienlijk. Een en ander betreft zowel de arbeidsmarkt als de reproductieve gezondheid, de bescherming van het moederschap of nog het op elkaar afstemmen van privé-en beroepsleven.

Tussen de lidstaten zou een echte wisselwerking tot stand moeten worden gebracht, zodat dit grondbeginsel van gelijkheid door iedereen concreet kan worden toegepast. In dat opzicht zou de invoering van de "meest-begunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw" brede steun moeten genieten. Die clausule, van

des femmes”, vise à appliquer à toutes les Européennes les meilleures lois en vigueur dans l’Union, en harmonisant leur condition par le haut.

Bien sûr des instruments pour promouvoir et assurer le principe d’égalité entre les hommes et les femmes existent au niveau européen. Le fonds social européen, par exemple, créé pour corriger les déséquilibres de richesses et de niveaux de vie dans l’ensemble des États membres, principalement en matière de promotion de l’emploi, a fait de l’égalité entre hommes et femmes une de ses priorités depuis 1993. Le programme PROGRESS, mis en place pour soutenir la réalisation des objectifs de l’Union ayant trait à l’emploi, aux affaires sociales et à l’égalité, était doté d’une enveloppe de 683 millions d’euros pour la période 2007-2013, dont 12 % étaient affectés au financement de projets liés à l’égalité.

Mais à l’heure où les chefs d’États européens sont parvenus à dégager, sous la pression des États les plus conservateurs, un compromis laborieux aboutissant à une baisse d’environ 3 % du budget européen pour la période 2014-2020, il nous paraît fondamental de pouvoir mesurer l’impact de cette décision ainsi que les incidences différentielles des mesures prises par les États membres sur les femmes et les hommes, mais également de s’assurer que ces restrictions budgétaires ne se fassent pas sur le dos des femmes.

Qu’en sera-t-il en effet encore des fonds alloués à l’égalité entre les hommes et les femmes? Un changement important peut déjà être souligné: les sections “égalité” et “non-discrimination” ne font plus l’objet d’une ligne budgétaire spécifique pour les sept années à venir, comme c’était le cas pour la période 2007-2013 avec les programmes Daphné III et PROGRESS. Les sections “égalité” et “non-discrimination” de ce dernier seront ainsi transférées dans de nouveaux instruments du secteur de la justice. Certes, la transversalité sera privilégiée, mais celle-ci rimera-t-elle véritablement avec égalité? Et surtout sera-t-elle encore une réelle priorité politique?

Évidemment, la législation européenne n’a cessé de s’enrichir ces dernières années afin de renforcer l’égalité entre les femmes et les hommes au sein de l’Union européenne. Une quinzaine de directives dans différents domaines (égalité de traitement, protection de la maternité, etc.) ont ainsi été adoptées depuis 1975.

Cependant, il nous paraît indispensable de continuer à développer ces politiques dans le contexte de crise

de la part de Gisèle Halimi et de sa fondation *La cause des femmes*, qui rappelle que les lois européennes doivent être appliquées de la manière la plus favorable aux femmes, ce qui implique que les lois européennes doivent être appliquées de la manière la plus favorable aux femmes, ce qui implique que les lois européennes doivent être appliquées de la manière la plus favorable aux femmes.

Uiteraard bestaan er op Europees niveau instrumenten die het gendergelijkheidsbeginsel bevorderen en waarborgen. Zo besteedt bijvoorbeeld het Europees Sociaal Fonds, dat werd opgericht om de in de EU-lidstaten bestaande ongelijkheid qua rijkdom, levensstandaard en, inzonderheid, kansen op de arbeidsmarkt weg te werken, sinds 1993 prioritair aandacht aan de gelijke behandeling van mannen en vrouwen. Het programma PROGRESS, dat mee moest helpen de doelstellingen van de EU op het gebied van werk, sociale aangelegenheden en gelijkheid te realiseren, kon rekenen op een budget van 683 miljoen euro voor de periode 2007-2013, waarvan 12 % bestemd was voor de financiering van gendergelijkheidsprojecten.

Nu de Europese staatshoofden en regeringsleiders onder druk van de meest conservatieve lidstaten een moeizaam compromis hebben bereikt dat inhoudt dat de Europese begroting voor de periode 2014-2020 met ongeveer 3 % zal worden teruggeschoefd, lijkt het ons essentieel het effect van die beslissing te beoordelen. Ook de gevolgen van de door de verschillende lidstaten genomen maatregelen moeten op hun weerslag op de gendergelijkheid worden getoetst. Voorts moet erover worden gewaakt dat die begrotingsbeperkingen niet ten koste gaan van de positie van de vrouw.

Hoe zit het overigens met de middelen die voorheen waren uitgetrokken voor gendergelijkheid? Eén belangrijke wijziging zit er alvast aan te komen: de afdelingen “gelijkheid” en “non-discriminatie” zullen de komende zeven jaar niet langer worden ondergebracht in een specifieke begrotingslijn, zoals dat voor de periode 2007-2013 het geval was met de programma’s Daphné III en PROGRESS. De afdelingen “gelijkheid” en “non-discriminatie” zullen worden ondergebracht bij de nieuwe instrumenten op het gebied van justitie. Uiteraard zal transversaliteit de voorkeur krijgen, maar of dat werkelijk zal zorgen voor meer gelijkheid... Zal het nog om een echte politieke prioriteit gaan?

Op het vlak van de Europese wetgeving is de jongste jaren uiteraard veel werk verricht om de gelijkheid tussen mannen en vrouwen in de Europese Unie te versterken. Sinds 1975 zijn een vijftiental richtlijnen aangenomen die allerlei gebieden bestrijken (gelijke behandeling, bescherming van het moederschap enzovoort).

Het lijkt ons evenwel noodzakelijk die beleidsmaatregelen verder uit te werken ondanks de crisis waarmee

que nous connaissons afin que celle-ci ne devienne pas un prétexte pour reléguer au second plan ce principe que l'Europe défend depuis tant d'années. Pire encore, la crise et ses mesures d'austérité ne doivent pas permettre la légitimation de discours conservateurs remettant en cause les droits des femmes et ainsi permettre un retour en arrière après les victoires obtenues...

Dernièrement, malgré un rappel à l'ordre par la Commission européenne, la Hongrie a adopté une nouvelle constitution qui porte véritablement atteinte aux principes démocratiques de l'Union et en particulier aux droits de la femme. Celle-ci comporte un risque réel de discrimination à l'encontre de certains groupes de la société comme les minorités ethniques, religieuses et sexuelles, les familles monoparentales, les personnes ayant conclu une union civile mais aussi les femmes. Elle décrète ainsi que l'embryon est un être humain dès la conception, ce qui fait peser des craintes sur l'accès des Hongroises à l'avortement. Le droit du travail hongrois a également été modifié en assouplissant les conditions de licenciement des femmes en congé de maternité et l'indemnisation du congé de paternité a été supprimée. Enfin, le nombre de places dans les refuges pour les femmes victimes de violences a été considérablement réduit.

Nous ne parlons donc pas ici d'options politiques, mais de choix structurels à l'encontre des valeurs fondamentales d'égalité et d'individualité des droits qui ont fait la force de la construction de l'Union européenne en tant qu'entité politique progressiste.

En Pologne également, malgré de nombreuses avancées en matière de lutte contre la violence domestique, de féminisation des listes électorales, de conciliation vie privée-vie professionnelle, la question de l'avortement qui pèse encore lourdement dans l'émergence d'une culture d'égalité fait toujours débat dans ce pays où la législation en la matière demeure l'une des plus restrictives d'Europe. Comme dans de nombreux autres États, l'égalité dans le processus de décision n'est, par ailleurs, toujours pas une réalité.

Si l'Europe est encline à faire respecter les règles budgétaires, elle doit l'être tout autant lorsqu'il s'agit de droits et libertés fondamentaux.

Ce ne sont bien sûr ici que quelques exemples, mais ils sont symptomatiques et démontrent clairement qu'aujourd'hui encore les droits des femmes sont menacés ou, en tous cas, ne sont pas défendus avec la même force à travers toute l'Europe.

we thans worden geconfronteerd; aldus kan worden voorkomen dat die crisis als voorwendsel dient om dat al zo lang door Europa gehuldigde principe naar de achtergrond te verdringen. Sterker nog, de crisis en de bezuinigingsmaatregelen mogen niet als rechtvaardiging worden gebruikt voor een conservatieve retoriek die de vrouwenrechten opnieuw ter discussie stelt en de geboekte vooruitgang teniet doet...

Onlangs heeft Hongarije, ondanks de strenge afkeuring door de Europese Commissie, een nieuwe grondwet aangenomen die de democratische beginselen van de Unie en met name de rechten van de vrouw, zonder meer fnuikt. Die nieuwe grondwet houdt een reëel risico in van discriminatie ten aanzien van sommige groepen in de samenleving, zoals etnische, religieuze en seksuele minderheden, eenoudergezinnen, ongehuwd samenwonenden maar ook vrouwen. In de grondwet staat meer bepaald dat het embryo een menselijk wezen is zodra de bevruchting plaatsvindt, hetgeen doet vrezen dat vrouwen in Hongarije het recht op abortus dreigt te worden ontzegd. Ook werd in dat land gemorreld aan het recht op werken: de voorwaarden om vrouwen met moederschapsverlof te kunnen ontslaan werden versoepeld en de vergoeding inzake vaderschapsverlof werd afgeschaft. Tot slot werd het aantal plaatsen in opvangvoorzieningen voor vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld, fors verminderd.

Het gaat hier niet over beleidsopties, maar over structurele keuzes die ingaan tegen de basiswaarden van gelijke en individuele geldigheid van de rechten, wat een van de steunpilaren is van de Europese Unie als vooruitstrevende politieke eenheid.

Ook in Polen stelt zich een probleem. Hoewel er grote vooruitgang is geboekt op het vlak van de strijd tegen huiselijk geweld, het aantal vrouwelijke kandidaten op kieslijsten en de afstemming tussen werk en gezinsleven, heeft het land nog steeds een van de strengste abortuswetten in Europa. Abortus is in Polen nog steeds het voorwerp van discussie en hangt als een zwaard van Damocles boven de cultuur van gelijkheid die er stilaan vorm krijgt. Net als in heel wat andere landen is de gelijkheid in het besluitvormingsproces er nog verre van bereikt.

Europa is vastberaden de begrotingsregels te doen naleven, maar moet even strijdbaar zijn wanneer basisrechten en -vrijheden op het spel staan.

Dit zijn natuurlijk maar enkele voorbeelden, maar ze zijn symptomatisch en tonen duidelijk aan dat de rechten van vrouwen ook nu nog worden bedreigd, of in elk geval niet in heel Europa even krachtig worden verdedigd.

Il nous semble, dès lors, fondamental que le respect de l'égalité entre les hommes et les femmes soit sérieusement pris en considération dans le cadre de la politique d'élargissement de l'Union européenne et qu'il pèse véritablement dans les critères politiques pris en compte.

Même s'il lui reste de nombreux combats à mener, notamment dans la mise en œuvre effective de la législation en vigueur, la Belgique peut, quant à elle, se targuer de s'être grandement investie en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Les actions menées et les progrès enregistrés ces dernières années l'attestent.

Ainsi, le 12 janvier 2007, la Belgique adoptait une loi ambitieuse dite "*gender mainstreaming*", laquelle vise l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques fédérales, y compris en matière de coopération au développement. L'objectif est de renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes dans la société, en veillant à ce que toutes les étapes du processus politique tiennent compte de la dimension de genre, c'est-à-dire des différences socio-économiques qui existent entre les hommes et les femmes. La mise en œuvre de la loi doit ainsi permettre d'éviter ou de corriger d'éventuelles inégalités entre les hommes et les femmes, de réduire les discriminations sexistes et de traduire en actes les engagements de chacun en faveur de l'égalité.

Dans cette lignée, une analyse sous l'angle du genre de toutes les formes de dépenses et recettes publiques et un inventaire de leurs conséquences directes et indirectes pour les hommes et les femmes devaient également être effectués. Il s'agit de la mise en œuvre du *gender budgeting*.

Par ailleurs, en 2003 déjà, un vaste plan d'action national a été mis en place afin de lutter efficacement contre la violence entre partenaires et la violence à l'égard des femmes. Ce plan d'action national a ensuite été élargi aux mariages forcés, aux violences liées à l'honneur et aux mutilations génitales féminines.

Derhalve lijkt het ons van fundamenteel belang dat met de inachtneming van de gendergelijkheid ernstig rekening wordt gehouden in het kader van het uitbreidingsbeleid van de Europese Unie, alsook dat die gelijkheid echt tot uiting komt in de gehanteerde beleidscriteria.

Ook al moeten bij ons nog veel veldslagen worden geleverd, meer bepaald op het vlak van de daadwerkelijke implementatie van de vigerende wetgeving, toch mag België er prat op gaan dat het echt werk heeft gemaakt van de gelijkheid van mannen en vrouwen. Dat blijkt uit de gevoerde acties, alsook uit de vooruitgang die terzake de jongste jaren werd geboekt.

Zo heeft België op 12 januari 2007 een ambitieuze wet, de zogenaamde *gender mainstreaming*-wet, aangenomen; die beoogt de genderdimensie te integreren in alle federale beleidslijnen, met inbegrip van de ontwikkelingssamenwerking. Het ligt in de bedoeling de gelijkheid van vrouwen en mannen in de samenleving op te voeren, door erop toe te zien dat in alle fasen van het beleidsproces rekening wordt gehouden met de genderdimensie, met name met de sociaaleconomische verschillen tussen vrouwen en mannen. In dat verband moet de implementatie van de wet bewerkstelligen dat eventuele ongelijkheden tussen mannen en vrouwen worden voorkomen *c.q.* weggewerkt, dat seksistische vormen van discriminatie worden ingeperkt en dat de door elkeen aangegane verbintenissen inzake gelijkheid werkelijkheid worden.

Die zienswijze impliceert dat bovendien alle vormen van openbare uitgaven en ontvangsten op hun gender-vriendelijkheid worden getoetst, alsook dat een overzicht wordt gemaakt van alle directe en indirecte gevolgen ervan voor mannen én vrouwen (*gender budgeting*).

Voorts werd al in 2003 een grootscheeps nationaal actieplan uitgewerkt om partnergeweld en geweld tegen vrouwen efficiënt aan te pakken. Dat nationaal actieplan werd vervolgens verruimd tot gedwongen huwelijken, eremoorden en vermindering van de vrouwelijke genitaliën.

Enfin, la loi du 28 juillet 2011 visant à garantir la présence d'un tiers de femmes dans le conseil d'administration des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées³ ainsi que la récente loi du 22 avril 2012 visant à lutter contre l'écart salarial entre hommes et femmes⁴ constituent également des avancées importantes dans notre pays.

Forts des avancées engrangées dans notre pays, nous estimons qu'il est indispensable de continuer à attirer l'attention des instances européennes au défi que constitue, plus que jamais en cette période de crise, l'égalité entre les femmes et les hommes tant au sein de l'Union européenne que dans les politiques de développement des États membres et de l'Union européenne.

Christiane VIENNE (PS)
Laurence MEIRE (PS)
Patrick MORIAU (PS)
Olivier HENRY (PS)

Dan zijn er ook nog de wet van 28 juli 2011³, die beoogt te waarborgen dat de raden van bestuur van de autonome overheidsbedrijven en de beursgenoteerde ondernemingen voor een derde uit vrouwen bestaan, en de recente wet van 22 april 2012 ter bestrijding van de loonkloof tussen mannen en vrouwen⁴. Beide wetten hebben eveneens een belangrijke vooruitgang in ons land bewerkstelligd.

Gesterkt door de vooruitgang die in ons land werd geboekt, menen de indieners dat we niet mogen nalaten de aandacht van de Europese instanties te blijven vestigen op het feit dat de gelijkheid van mannen en vrouwen — in deze crisistijd meer dan ooit — een uitdaging vormt, zowel binnen de Europese Unie als op het stuk van het ontwikkelingsbeleid van de lidstaten en van de Europese Unie.

³ MB, 14 septembre 2011.

⁴ MB, 28 août 2012.

³ Wet van 28 juli 2011 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, het Wetboek van vennootschappen en de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij teneinde te garanderen dat vrouwen zitting hebben in de raad van bestuur van de autonome overheidsbedrijven, de genoteerde vennootschappen en de Nationale Loterij, *Belgisch Staatsblad* van 14 september 2011.

⁴ *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 2012.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant l'ancien article 19 du traité de Rome de 1957 instituant le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes;

B. considérant l'article 49 du traité sur l'Union européenne de 1992 concernant l'adhésion de nouveaux membres à l'Union européenne;

C. considérant les articles 21 et 23 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne établissant les principes de non-discrimination et d'égalité entre les hommes et les femmes;

D. considérant les articles 2, 3 et 8 du traité sur l'Union européenne de 1992, tel que modifié en 2009, qui renforcent le principe d'égalité hommes-femmes en l'inscrivant dans les valeurs et les objectifs de l'Union et en intégrant la question du genre dans toutes les politiques de l'Union;

E. considérant l'arsenal juridique dont s'est d'ores et déjà dotée l'Union européenne en matière d'égalité entre les femmes et les hommes;

F. considérant les dérives avérées à l'égard du respect des principes démocratiques de l'Union européenne et en particulier des droits de la femme dans certains États membres;

G. considérant la nécessité de mettre en œuvre la législation existante et de poursuivre le développement d'une politique d'égalité entre les femmes et les hommes dans un contexte de crise économique tant dans les politiques menées à l'échelle européenne que dans l'aide au développement;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de veiller à assurer la mise en œuvre effective de la législation européenne existante en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein des États membres de l'Union européenne et d'inciter les instances européennes à prendre des sanctions politiques et diplomatiques en cas de non-respect de celle-ci;

2. de veiller à ce que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes soit systématiquement prise en considération par le Conseil européen lors de l'attribution à un pays du statut d'État candidat à l'adhésion à l'Union européenne, mais aussi lors de la

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het oude artikel 19 van het Verdrag van Rome van 1957, waarbij het beginsel van gelijke bezoldiging voor mannen en vrouwen werd ingesteld;

B. gelet op artikel 49 van het Verdrag betreffende de Europese Unie van 1992, wat de toetreding van nieuwe lidstaten tot de Europese Unie aangaat;

C. gelet op de artikelen 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, waarbij de beginselen van non-discriminatie en gelijkheid van mannen en vrouwen werden ingesteld;

D. gelet op de artikelen 2, 3 en 8 van het Verdrag betreffende de Europese Unie van 1992, zoals gewijzigd in 2009, waarbij in een versterking van het beginsel van gendergelijkheid werd voorzien door dat beginsel in de waarden en doelstellingen van de Unie op te nemen en door het gendervraagstuk in aanmerking te nemen bij alle beleidslijnen van de Unie;

E. gelet op het wettelijk arsenaal waarmee de Europese Unie nu al is toegerust inzake gendergelijkheid;

F. gelet op de aangetoonde ontsporingen inzake de inachtneming van de democratische beginselen, inzonderheid op het stuk van de vrouwenrechten in sommige lidstaten;

G. gelet op de noodzaak om, tegen de achtergrond van de economische crisis, uitvoering te geven aan de bestaande wetgeving en verder een gendergelijkheidsbeleid uit te bouwen, zowel binnen het in EU-verband gevoerde beleid als in de ontwikkelingshulp;

VERZOEKT DE REGERING:

1. erop toe te zien dat de lidstaten van de Europese Unie écht werk maken van de tenuitvoerlegging van de bestaande EU-wetgeving inzake gendergelijkheid, als ook de Europese instanties ertoe aan te zetten politieke en diplomatieke sancties te treffen bij de niet-naleving van die wetgeving;

2. ervoor te zorgen dat de Europese Raad het gendergelijkheidsvraagstuk niet alleen stelselmatig in aanmerking neemt bij de toekenning aan een land van de status van kandidaat voor toetreding tot de Europese Unie, maar ook wanneer besloten wordt de

décision d'ouverture des négociations dans le cadre de l'adhésion de nouveaux États;

3. de soutenir l'introduction du principe de "la clause de l'Européenne la plus favorisée";

4. de veiller à ce qu'une attention particulière et continue soit accordée au niveau européen au principe d'égalité entre les femmes et les hommes et aux politiques permettant son application dans l'ensemble des domaines socio-économiques, socio-éthiques, de lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et de développement;

5. de veiller à la mise en œuvre du principe de *gender mainstreaming* dans l'ensemble des politiques décidées au niveau européen afin de corriger les discriminations existantes ou, à tout le moins, de ne pas les aggraver;

6. de veiller à la mise en œuvre du principe de *gender budgeting* afin de pouvoir estimer l'impact des mesures d'austérité sur les femmes et les hommes et d'adapter celles-ci le cas échéant.

15 mars 2013

Christiane VIENNE (PS)
Laurence MEIRE (PS)
Patrick MORIAU (PS)
Olivier HENRY (PS)

toetredingsonderhandelingen met die kandidaat-lidstaat aan te vatten;

3. de instelling van het beginsel van de meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw te ondersteunen;

4. ervoor te zorgen dat op EU-echelon onafgebroken bijzondere aandacht gaat naar het gendergelijkheidsbeginsel en naar de beleidsmaatregelen die de toepassing ervan mogelijk maken in alle sociaaleconomische en sociaal-ethische aangelegenheden, bij de bestrijding van alle vormen van geweld tegen vrouwen, en in het ontwikkelingsbeleid;

5. te zorgen voor de tenuitvoerlegging van het beginsel van *gender mainstreaming* bij alle beleidsmaatregelen waartoe op Europees niveau wordt besloten, teneinde de bestaande discriminatievormen te verhelpen of op zijn minst niet te verergeren;

6. toe te zien op de tenuitvoerlegging van het beginsel van *gender budgeting*, teneinde de weerslag van de bezuinigingsmaatregelen op vrouwen en mannen te kunnen inschatten en die maatregelen in voorkomend geval bij te sturen.

15 maart 2013